Halte au pillage de la Sécurité Sociale par le gouvernement et le patronat

8 octobre 2020

Le 29 septembre 2020 le ministre de la santé Olivier VÉRAN a dévoilé le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) révélant ainsi un déficit de plus de 40 milliards d'euros pour l'année 2020. Un déficit qui devrait perdurer plusieurs années selon Olivier VÉRAN.

Le gouvernement s'ingénie à mettre sur le dos du Covid 19, du Ségur de la santé, ce déficit en occultant les exonérations de charges sociales faites avec une très grande largesse au patronat. Nous trouvons inadmissible que le gouvernement, le MEDEF et la FNSEA se servent allègrement dans les caisses de la sécurité sociale qui est le produit du travail des salariés.

Alors qu'actuellement le nombre des malades atteints par le COVID 19 augmente, les hôpitaux n'ont toujours pas la capacité d'assurer leurs missions.

A ce jour ils en auraient encore moins les moyens que lors de la première vague du COVID 19.

Le manque de personnels et leur épuisement, le manque de lits et de matériels ne permet pas de prendre en charge les patients habituels et ceux atteints par le COVID. En outre, le ministère de la Santé a confirmé la fermeture de 3 400 lits en 2019 et la presse s'est fait l'écho de fermeture de services dans de nombreux hôpitaux, faute de soignants. Dans les faits c'est la poursuite de la réduction des moyens pour notre système de santé.

C'est la continuité du « darwinisme » social et la continuité de la pratique de l'eugénisme en direction des personnes âgées que l'on soigne ou pas et qu'on laisse mourir par manque de moyens à l'hôpital.

Nous exigeons que le montant du déficit de la Sécurité Sociale soit pris sur le budget de l'État. La Sécurité Sociale est la propriété des salariés, des privés d'emploi et des retraités. Sa gestion et les décisions doivent donc incomber aux

seuls salariés, aux privés d’emploi et retraités.

Montreuil, le 08 octobre 2020.

Contact : Patrice BOUILLON Secrétaire National d’INDECOSA-CGT : 06 74 74 91 32